



GROUPEMENT PREVENTION

SERVICE PREVENTION NORD/EST

BUREAU PREVENTION NORD

Dossier suivi par : Ltn MLANO Georges

Téléphone : 0262 80 15 15 ou 0262 80 14 05

Courriel : csa.nordest@sdis974.re

Référence : GPRV/MG/MJG/N°2024D/2964

Saint-Denis, le 16 OCT. 2024

Le Directeur Départemental,

A

Madame la maire
de la Commune de Saint-Denis

14, rue de Paris
97400 Saint-Denis

Objet : CENTRE CONSERVATOIRE ET D'ETUDE

Référence : Votre courrier reçu le 7 août 2024

PC 974 411 24 A0165
VU pour être annexé à l'arrêté
du 28 NOV. 2024
DEAL974/SACOD/UDS

Par courrier référencé ci-dessus, vous avez bien voulu me communiquer, pour avis, le dossier visé en objet.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le rapport d'étude élaboré par mes services.

Je reste à votre disposition pour toutes informations complémentaires.

Le Directeur Départemental Adjoint
des Services d'Incendie et de Secours
de la Réunion

Colonel Stéphane BARTHE

DEPARTEMENT DE LA REUNION



GROUPEMENT PREVENTION

SERVICE PREVENTION NORD/EST

Dossier suivi par : Ltn George MLANAO

ETUDE

OBJET : LE PROJET CONSISTE EN LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE CONSERVATION ET D'ETUDE

Nom de l'établissement : CENTRE CONSERVATOIRE ET D'ETUDE

- Adresse : 24 Rue Pitel - Saint-Denis
- Pétitionnaire : M. DEMENTHIERE Vincent
- Référence SIS : E411.02935
- Permis de construire : OQ7-673-61L / PC97441124A0165

PC 974 411 24 A0165
VU pour être annexé à l'arrêté
du 28 NOV. 2024
DEAL974/SACOD/UDS

DESCRIPTION :

Le projet porte sur la construction d'un centre de conservation et d'étude pour les biens archéologiques de la zone géographique de l'océan Indien. Il comprend des réserves, des locaux d'étude et de laboratoires, des bureaux pour les chercheurs, un espace de vie, et un espace de médiation destiné à accueillir du public.

- R+1 : non accessible au public : locaux de travail : Code du travail
- Rez-de-chaussée : accessible au public :
 - espace Médiation 50.15m²
 - espace de consultation 33.15m²
 - centre de ressources documentaires 26.35m²
- Rez-de-chaussée non accessible au public : locaux de travail : Code du travail

Un seul accès est prévu sur la rue Pitel, donnant sur le parking.

EFFECTIF & DEGAGEMENTS :

Niveau ou activités	Surface	Mode de calcul	Effectif du public	Effectif du personnel	Effectif total	Dégagements			
						Théoriques		Réalisés	
						SS	UP	SS	UP
RDC	152m ²	1p/5m ²	31	0	31	1+1acc	1+60 cm	3	4

CLASSEMENT :

Pouvant accueillir un effectif du public de **31** personnes, l'établissement recevant du public est classé dans le **Type Y et en 5^{ème} catégorie avec activités annexes Code du travail.**

Cette réalisation est assujettie aux dispositions :

- Du règlement de sécurité du 22 juin 1990 (JO du 26 août 1990), consultable sur <http://legifrance.gouv.fr> ou <http://www.sitesecurite.com>, annexé au code de la construction et de l'habitation (CCH) et notamment ses articles R 143-1 à R 157-4 traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Du code du travail notamment sa quatrième partie relative à la santé et la sécurité.
- Du Règlement départementale de la Défense Extérieure Contre l'Incendie arrêté Préfectoral n°2019-299 du 13 mars 2019.

Après avoir étudié les éléments fournis dans le dossier déposé, j'émet en ce qui me concerne au projet présenté, un avis :

PC 974 411 24 A0165
VU pour être annexé à l'arrêté
du 28 NOV. 2024
DEAL974/SACOD/UDS

FAVORABLE

Cet avis fait l'objet de prescriptions précisées ci-après.

PRESCRIPTIONS :

Les prescriptions suivantes résultent des documents fournis qui sont pris en compte dans l'analyse réalisée. L'ensemble des règles ne sont donc pas systématiquement rappelées ci-dessous car considérées comme intégrées dans ce projet. En conséquence et suite à votre demande, la construction et les divers aménagements devront prendre en compte les prescriptions qui suivent.

1. Lors de la mise en service et en cours d'exploitation, faire vérifier par des techniciens compétents toutes les installations et équipements techniques chauffage, éclairage, installations électriques, équipements de désenfumage, appareils de cuisson, circuits d'extraction d'air vicié, des buées et des graisses des grandes cuisines, des offices de remise en température et des îlots, ascenseurs, moyens de secours contre l'incendie (Article PE4).
2. Veiller à ce que les dégagements (portes, couloirs, circulations, escaliers, etc.) permettent au public une évacuation rapide et sûre de l'établissement. A ce titre, retirer tout dépôt, matériel ou objet quelconque faisant obstacle à la circulation des personnes.
3. Proscrire l'utilisation de rideaux, voilages, tentures, etc... en travers des dégagements. Si ceux-ci sont utilisés, ils doivent être fixés solidement sur chaque vantail de porte. (Article PE13)

4. Veiller à ce que les matériaux et éléments de construction utilisés présentent les degrés de réaction au feu ci-après (Article PE13) :

- ✓ Revêtements de plafonds : M1,
- ✓ Revêtements de murs : M2,
- ✓ Revêtements de sol : M4,
- ✓ Eléments de décoration et d'habillage flottant : M1.

PC 974 411 24 A0165
VU pour être annexé à l'arrêté
du 28 NOV. 2024
DEAL974/SACOD/UDS

5. Réaliser les installations électriques conformément aux normes en vigueur (Article PE24).

Les installations et équipement électriques devront notamment répondre aux caractéristiques suivantes :

- ✓ Les câbles doivent être de catégorie C2 ;
- ✓ L'emploi des fiches multiples est interdit ;
- ✓ Les locaux à risques particuliers doivent être établis dans les conditions requises par la norme NF C 15-100.

6. Doter l'établissement d'un éclairage de sécurité conforme aux normes NF C 71-800 et NF AEAS notamment en ce qui concerne les escaliers, les circulations de plus de 10 m et les locaux de plus de 100 m². (Article PE24)

7. S'assurer de la défense intérieure contre l'incendie par des extincteurs à eau pulvérisée avec additif de 6 litres, à raison d'un appareil pour 300 m², avec un minimum d'un appareil par niveau. Les extincteurs à eau pulvérisée avec additif peuvent éteindre des feux d'origine électrique dont la tension est inférieure à 1000 volts. Ils doivent être facilement accessibles, utilisables par le personnel de l'établissement et maintenus en bon état de fonctionnement. Signaler tous les équipements de sécurité et dispositifs d'extinction non apparents. (Article PE26).

8. S'assurer de la présence d'un membre du personnel ou d'un responsable au moins en permanence lorsque l'établissement est ouvert au public. (Article PE27)

9. Doter l'établissement d'un système d'alarme conforme et notamment possédant les modalités suivantes (Article PE27) :

- ✓ Le choix du matériel d'alarme est laissé à l'initiative du chef d'établissement qui devra s'assurer de son efficacité ;
- ✓ Le système d'alarme doit être maintenu en bon état de fonctionnement.

10. Réaliser par téléphone la liaison avec les sapeurs-pompiers (Article PE27)

11. Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie en tenant compte des différentes situations de risques envisageables dans l'établissement et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours. (Article PE27).

12. Afficher bien en vue des consignes précises liées aux activités exercées, qui doivent indiquer (Article PE 27):

- ✓ Le numéro d'appel des sapeurs-pompiers en priorisant le 112 pour tout appel d'urgence ;
- ✓ Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

13. Réaliser un plan d'intervention de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers qui devra comprendre au moins l'emplacement de :

- ✓ L'ensemble des niveaux, l'accès principal et l'orientation adaptée à une compréhension aisée,
- ✓ Les divers locaux techniques et locaux à risques particuliers et les stockages dangereux,
- ✓ Les énergies et fluides présents en faisant ressortir particulièrement les coupures générales,
- ✓ Les zones de mise en sécurité, compartiments, ...)

Les sigles ISO et la légende associée permettent d'identifier clairement les équipements présents (moyens d'extinction fixes et d'alarme (SSI), commandes de désenfumage avec les ouvrants ou cantons associés, ...)

Celui-ci devra être positionné à l'entrée de l'établissement, particulièrement visible et accessible aux services d'urgence en cas d'intervention. (Article PE27 & R143-13)

PC 974 411 24 A0165
VU pour être annexé à l'arrêté
du 28 NOV. 2024
DEAL974/SACOD/UDS

RAPPELS :

1. Le contrôle exercé par l'administration ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (Article R143-34 du code de la construction et de l'habitation (CCH).
2. Les travaux devront être réalisés conformément aux plans et renseignements joints au dossier de permis de construire.
3. L'exploitant ne peut faire effectuer en présence du public, les travaux qui feraient courir un danger quelconque à celui-ci ou qui apporterait une gêne à son évacuation.

Le préventionniste,



Ltn George MLANAO